

PRAYERS

Mr. Kaplan, a Member of the Queen's Privy Council, laid upon the Table,—Copies of a document outlining the R.C.M.P. policy concerning legal fees for members and former members of the R.C.M.P. (English and French).—Sessional Paper No. 321-7/41.

A petition was presented by the honourable Member for Parkdale—High Park (Mr. Flis).

Mr. Clarke (Vancouver Quadra), seconded by Mr. Paproski, moved,—That the Eighth Report of the Standing Committee on Public Accounts, presented to the House on Tuesday, June 23, 1981, be concurred in.

After debate thereon, the question being put on the motion, it was agreed to.

The Order being read for the consideration of the Business of Supply;

Mr. Gurbin, seconded by Mr. Oberle, moved,—That this House condemns the Government for failing to bring before Parliament effective economic policies to deal with the present economic crisis and end the disastrous interest rate squeeze on the small business, industrial and agricultural sectors.

And debate arising thereon;

It being the thirteenth and final allotted day for the Supply period ending June 30, 1981, at 4.45 o'clock p.m., Madam Speaker interrupted the proceedings in accordance with Standing Order 58(10).

Mr. Johnston, seconded by Mr. Pinard, moved,—That Vote 1, in the amount of \$12,692,000 under Parliament for the Senate — Program Expenditures, in the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1982 (less the amount voted in Interim Supply), be concurred in.

And the question being put on the motion, a recorded division was deferred pursuant to Order made Thursday, June 25, 1981.

Changes in Committee Membership

Notice having been filed with the Clerk of the House pursuant to Standing Order 65(4) (b), membership of Committees was amended as follows:

Mr. Lapointe (Beauce) for Mr. Irwin on the Standing Committee on Justice and Legal Affairs.

PRIÈRE

M. Kaplan, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur le Bureau de la Chambre,—Copie d'un document concernant la politique adoptée par la Gendarmerie Royale du Canada relativement aux frais juridiques pour les membres et les anciens membres de la G.R.C. (Textes français et anglais).—Document parlementaire n° 321-7/41.

L'honorable député de Parkdale—High Park (M. Flis) présente une pétition.

M. Clarke (Vancouver Quadra), appuyé par M. Paproski, propose,—Que le huitième rapport du Comité permanent des comptes publics, présenté à la Chambre le mardi 23 juin 1981, soit agréé.

Après débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

M. Gurbin, appuyé par M. Oberle, propose,—Que la Chambre condamne le gouvernement de ne pas avoir saisi le Parlement de politiques économiques efficaces afin de résoudre la crise économique actuelle et de mettre un terme au fardeau désastreux que les taux d'intérêt imposent à la petite entreprise ainsi qu'aux secteurs industriel et agricole.

Il s'élève un débat;

Ce jour étant le treizième et dernier jour désigné pour la période des subsides se terminant le 30 juin 1981, à 4 h. 45 de l'après-midi, Madame le Président interrompt les délibérations suivant les dispositions du paragraphe (10) de l'article 58 du Règlement.

Un avis d'opposition ayant été donné par M. Knowles, M. Johnston, appuyé par M. Pinard, propose,—Que le crédit 1, au montant de \$12,692,000 du Parlement, pour le Sénat—dépenses du programme, Budget principal des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982 (moins les sommes votées au titre des crédits provisoires), soit agréé.

Cette motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est différé en conformité de l'ordre adopté le jeudi 25 juin 1981.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe (4) de l'article 65 du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Lapointe (Beauce) en remplacement de M. Irwin sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.